

André Malraux, «Union pour la défense de la République. Discours prononcé au parc des Expositions, le 20 juin 1968, par Monsieur André Malraux», Paris, ministère des Affaires culturelles, s.d. [1970], [6 p.].

André Malraux

Union pour la Défense de la République

Discours prononcé au parc des Expositions le 20 juin 1968

Gaullistes, adversaires et vous tous qui m'écoutez jusqu'au fond de l'obscurité, serrés comme lorsque vous vous êtes retrouvés sur les Champs-Élysées, je suis venu ce soir vous parler du destin de la France.

Elections, tant mieux ! Et Dieu sait si l'on en parle depuis huit jours ! Elections, référendum ou insurrection, le problème serait le même. Il ne s'agit plus de savoir comment sera surmontée la crise, car les engagements sont pris ou vont l'être. Il s'agit de savoir comment l'Etat fera face à ses engagements pour que le peuple de France ne soit pas spolié, pour que l'ébranlement qui vient de faire vaciller la nation ne se continue pas, avec une sinistre ironie, soit par l'inflation, soit par le chômage.

Comme la plupart d'entre vous, j'ai entendu M. François Mitterrand commencer ainsi son allocution à la télévision :

« Supposons que la gauche soit au pouvoir.

« Supposons que le drapeau noir flotte boulevard Saint-Michel. Supposons que le sang rougisse les payés du quartier latin, chez Peugeot, chez Renault, dans de nombreuses villes de province.

« Supposons qu'un formidable mouvement social ait entraîné avec lui, en quatre jours, neuf millions d'hommes et de femmes.

« Supposons que nous sommes au bord de la guerre civile.

« Que dirait-on dans certains milieux ?

« On prétendrai, soyez-en sûrs, que c'est normal, ce désordre, cette impuissance, cette gabegie, puisque c'est la gauche qui gouverne ».

Non.

Nous ne dirions pas que c'est normal parce que c'est la gauche qui gouverne. Car déjà vos amis ne gouverneraient plus, car déjà, comme toujours, vos amis, à l'exception des communistes, ne seraient plus là. Ces amis, que vous appelez impudemment la gauche, ou ridiculement les Conventionnels, seraient déjà partis, et un Président de la République impuissant s'affolerait à les remplacer.

Parce qu'en face de neuf millions de grévistes, en face de la guerre civile – et même en face de beaucoup moins – ce n'est jamais de vos amis que la France a entendu : « Je ne me démettrai pas ».

Tout ce qui vient de se passer, vous n'auriez le droit de vous en prévaloir que si vous étiez, comme vous le croyez un peu vite, nos successeurs, alors que vous n'êtes que nos prédécesseurs.

Vous nous dites : « Qu'importe aux jeunes le 18 juin 1940 ? Ils n'étaient pas nés ».

Un instant.

Si le 18 juin n'était que l'un des symboles de notre continuité nationale, ce ne serait déjà pas si mal. Mais vous oubliez vite que c'est un symbole d'autre chose, d'une autre chose que vous ne voulez pas voir parce qu'elle vous tient aujourd'hui à la gorge : la force que donne, à un homme qui en est digne, la volonté d'assumer la France. Ce qui nous sépare aujourd'hui de vous et des vôtres, ce n'est pas ce que vous appelez une politique, c'est que vous assumez un parti, et qu'il assume la France.

Que l'on me comprenne bien. Je ne désire pas entreprendre ici l'histoire du gaullisme : je désire en tirer la signification, afin de faire comprendre pourquoi rien

aujourd'hui n'est nouveau, pourquoi nous émergeons d'un drame que le gaullisme a plusieurs fois rencontré.

Car notre drame, ce n'est pas la crise que nous sommes, peut-être, en train de surmonter, et dont je parlerai bientôt. Notre drame n'est pas derrière nous, il est devant. Ce ne sont plus les neuf millions de grévistes, c'est ce qui permettra à leur grève de n'être pas vaine. De ne pas faire ce qu'ont toujours fait vos amis. Monsieur Mitterrand, ce que vous feriez demain : compenser les augmentations de salaire par l'inflation.

Qu'est-ce que le 18 juin ? D'abord, la vieille image de la déroute. Les files sans fin des paysans dans la nuit avec leurs charrettes millénaires, l'armée prisonnière, la France veuve d'elle-même, que le monde ne reconnaît plus. Et puis, au respect ou à la haine de l'univers, un homme qui pendant quatre ans, sur le terrible sommeil de notre pays, en maintient l'honneur comme un invincible songe.

Dès lors, apparaît la devise que cet homme pourra revendiquer sa vie entière : faire face.

La France eût été sauvée de toute façon par les Alliés : ce n'eût pas été la même.

1944 n'est pas moins significative que 1940. On connaît le dialogue du Général de Gaulle et du Maréchal Juin :

« – Mieux eût valu intervenir plus tard, dit celui-ci. – C'est parce que je suis intervenu quand tout semblait désespéré, répond de Gaulle, que j'ai pu plus tard parler au nom de la France ». Et si nos jeunes veulent oublier une amère et incertaine victoire, qu'ils n'oublient pas ce que dut posséder de fermeté, pour tenir tête à Churchill, un homme dont celui-ci disait : « Si je l'abandonnais, il n'aurait plus une pierre où reposer sa tête ».

En 1945, il fallut refaire la France. Dans la confusion générale, comme aujourd'hui. Avec tous ceux qui le voulaient, communistes compris. Le Gouvernement Provisoire ne connut pas une seule grève. Et lorsque revint le régime exclusif des partis, le Général de Gaulle regagna Collombey.

Jusqu'en 1958. A quel prix pour la France, peu importe ce soir. De nouveau, celle de nos adversaires chancelait, mendicante, dramatiquement accolée à l'Algérie, incapable

de faire la guerre comme de faire la paix. Et de même qu'en 1945, le Général de Gaulle avait fait la France avec les communistes, en 1962 il fit la France avec tous ceux qui l'avaient appelé.

Et il fallait maintenir l'amitié française dans ce qui s'était appelé l'Empire. Et l'amitié française a été maintenue.

De 1962 à 1968 la France, enfin, fut en paix.

Puis, il y a six semaines – il n'y a que six semaines... – les événements que l'on sait fondirent sur elle. Il est faux qu'on les ait prévus soit dans l'opposition, soit au Gouvernement : ceux qui disaient toujours que tout allait mal continuaient ; ceux qui disaient le contraire aussi. On n'a pas plus prédit neuf millions de grévistes qu'on n'avait en 1940 prédit deux millions de prisonniers. Il s'agit là d'événements qui n'appartiennent pas à la politique mais à l'histoire, et la politique, c'est ce qui reste quand il n'y a pas d'histoire.

Les événements de mai ont commencé par ceux de la Sorbonne. Sur lesquels on épilogue en vain. Les revendications les plus légitimes des étudiants ne nous masquent pas que leur problème est international. Il appartient, lui, à l'histoire. Les Facultés sont fermées en Chine ; les étudiants se battent au Japon, se révoltent en Allemagne, en Italie, en Hollande et même de l'autre côté du rideau de fer. Ils se sont révoltés dans les Facultés des Etats-Unis, qui ne sont pas d'antiques Sorbonnes ; ils se sont révoltés à l'Université de Mexico, où ils possèdent leur propre police, et où la police fédérale n'a jamais pénétré. Les étudiants ont toujours été chahuteurs, mais il serait absurde de croire que leur chahut ressemble à celui du Moyen Age, quand il ressemble à celui de la Californie. Certes, il faut réformer la Sorbonne et Nanterre, et peut-être même tout l'enseignement, lorsque l'audio-visuel frappe à la porte. Mais ne voyez-vous pas que la réformer des enseignements, dans le monde entier, tend moins à les reformer, qu'à les remplacer par quelque chose qui est parfois le chaos et voudrait souvent être la fraternité ? Ce que les étudiants, les vrais, attendent d'abord de nous, c'est l'espoir. Mais à côté de l'espoir, il y a le plus fascinant des sentiments négatifs, le vieux nihilisme tout à coup reparu avec son drapeau noir, et qui n'a plus d'espoir que dans la destruction. Nous ne sommes pas en

face de besoin de réformes, mais en face d'une des crises les plus profondes que la civilisation ait connues.

Les historiens des civilisations ont découvert que celles-ci se développent comme des plantes. Que l'histoire de l'humanité est une suite de naissances, de jeunesse, de vieillesse et de morts. Que notre civilisation s'élabore comme la civilisation antique ou la civilisation chinoise, et que toutes finissent avec les grandes cités cosmopolites, New-York après Byzance après Alexandrie ; finissent avec un empire qui couvre le monde connu, en lutte avec ses barbares et son prolétariat. Pour eux, nous sommes à la fin de la civilisation occidentale.

Mais ils n'ont pas encore eu le temps de voir – toutes les histoires de la civilisation ont été conçues avant la bombe atomique... – qu'entre notre civilisation et celles qui l'ont précédée, il y a trois différences capitales : notre civilisation est la première qui se veuille héritière de toutes les autres : elle est la première qui ne se fonde pas sur une religion, même quand ses membres sont croyants ; enfin, elle a inventé les machines. Nous ne sommes pas les Romains plus les machines, nous sommes des Romains transformés par les machines que nous avons inventées et que les hommes n'avaient jamais inventées avant nous. Construire les pyramides ou les cathédrales, ce n'est ni construire les gratte-ciel ni gouverner l'atome. César se fut entretenu sans peine avec Napoléon, non avec le président Johnson.

Notre civilisation, qui n'a su construire ni un temple ni un tombeau, et qui peut tout enseigner, sauf à devenir un homme, commence à connaître ses crises profondes, comme les précédentes connurent les leurs. Peut-être toutes les civilisations se sont-elles un jour mises en question. Encore devons-nous comprendre que les grèves du 13 mai ressemblent – de loin – à celle du Front Populaire ; il ne s'agissait pas seulement de grève, ni au 13 mai, ni au temps du Front Populaire, ni à la Révolution d'Octobre. Jamais les grèves capitales ne sont seulement des grèves. Et le plus troublant caractère des nôtres, c'est précisément leur lien avec la révolte de l'enseignement supérieur – avec une révolte mondiale et une crise mondiale.

Je doute qu'elles se limitent longtemps à la France.

Les causes qu'attribuent à cette révolte les quelques professeurs restés lucides, ne suffissent pas à l'expliquer. Oui, la Sorbonne est à transformer. Oui, les cours doivent être modifiés, les débouchés débraient être assurés. Mais, nous avons vu le drame étudiants se développer dans des pays qui ont transformé l'enseignement et assuré les débouchés, autant que dans les pays sous-développés : aux Etats-Unis comme aux Indes. La jeunesse a-t-elle suffi à établir le pont entre nos étudiants révoltés et nos ouvriers grévistes ? Il semble bien que les jeunes aient joué au grand rôle, ces temps derniers, dans les usines. En marge de l'action disciplinée de la C.G.T., nous trouvons une exaltation insolite : trotskystes et maoïstes unis par le mythe de la Révolution permanente, castristes, nihilistes, et tout le sombre peuple du drapeau noir. Tout cela n'a pas beaucoup d'importance, et le parti communiste se défend bien ! Tout cela a devant lui la même importance ennemie et fraternelle que les étudiants ont en face de l'Etat.

Ces grèves ont été singulières. D'abord, évidemment, par leur étendue. Mais aussi par leur absence de haine. Quand on a vu déjà plusieurs révolutions, on ne peut s'y méprendre. Les grévistes étaient rarement armés. Les manifestations de masses ne se sont pas affrontées. Elles conduisaient la guerre civile, mais elles ne la créaient pas. Elles aussi semblaient plus profondes que les revendications de salaires qu'elles soutenaient. Cette répétition générale d'un drame suspendu montrait, chez les grévistes comme chez ceux qui les regardaient passer, la conscience de la fin d'un monde. Même avec des salaires augmentés, notre société n'est pas encore adaptée à la civilisation des machines.

Cette adaptation, que le Général de Gaulle appelle la participation, nous savons qu'elle sera difficile. Il semble aussi qu'elle doive être longue. Mais rien n'est très long dans un siècle passé des fiacres aux réacteurs atomiques. Les premiers éléments de participation doivent suivre les élections de près. Et l'on sait que déjà certaines réformes doivent être discutées devant l'Assemblée dès le mois de juillet.

Ce qui s'impose à la France, c'est la réforme décisive de sa modernisation : ce que le président Roosevelt a appelé *new deal*. Mais comprenons bien que notre *new deal* a déjà commencé, que nous sommes *dedans*. Son dernier chapitre après tant d'obstacles ! Ce sera notre rétablissement économique. Son premier chapitre, ce sont les accords de la rue de Grenelle.

Mais comprenons bien que tout cela n'a de sens que si deux conséquences éventuelles des grèves sont vaincues : le chômage, l'inflation.

Et que cela n'est possible que par la résolution gaulliste.

En face de la France chancelante qui commence à se redresser, qu'y a-t-il ?

D'abord, les communistes. Inquiets de leurs compagnons-ennemis de gauche pour la première fois apparus, de leurs compagnons de droite dont ils croient avoir encore besoin pour masque. Comme tout le monde, ils ont senti passer le grand coup d'aile révolutionnaire sous lequel les masses débordaient la C.G.T. et celle-ci le parti communiste. Eux savent ce qu'ils veulent, et comment ils le veulent. J'ai entendu le chanoine Waldeck Rochet, rentrant ses griffes, prononcer un discours bénin, qu'eussent à peine désavoué les professeurs de l'École de la Sagesse. On dirait que le communisme est devenu un complot bizarre dans lequel les membres du parti savent tous qu'ils ne doivent ni faire ce qu'ils disent aux électeurs ni leur dire ce qu'ils veulent faire. Mais enfin, les communistes sont encore léninistes ? Sous cet étrange dialogue où Mitterrand se demande s'il sera assommé par eux comme Kerenski, ou s'il les assommera comme Daladier, il reste qu'on ne fait pas la Révolution sur les hausses de salaires. Le chemin de la Révolution ne passe pas par l'équilibre retrouvé, il passe par le chômage et par la misère. Aujourd'hui, notre meilleure arme contre le communisme, c'est une économie renouvelée.

Après lui, quoi ? Ne parlons pas des Centres. Le bouleversement est trop profond pour ne pas faire d'eux un peu plus tôt, un peu plus tard, dans le domaine de l'histoire, des alliés des gaullistes ou des communistes. Le destin du monde est devenu assez tragique pour ne plus croire aux troisièmes forces. Autant croire que le drame américain sera réglé par les mulâtres.

Le P.S.U., même renforcé par la plus extrême-gauche, demeure un mouvement intellectuel, sans importance décisive dans les élections générales, quel que soit son succès.

Reste la Fédération. Elle ne va pas très bien, elle ira encore plus mal. Elle ne peut attendre des communistes qu'une alliance précaire. Elle nous dit : « Les grèves sont le

bilan de dix ans de gaullisme. Allons-nous prendre les mêmes et recommencer ? ». C'est oublier un peu vite la paix, dont nous avons perdu l'habitude. Mais même après 1962, dire que les grèves et la crise de l'Université sont le bilan du gaullisme est à peu près aussi intelligent que dire que l'accident d'un grand express est le bilan de cent ans de constructions des chemins de fer. Le bilan du gaullisme, c'est la France maintenue contre vents et marées. Même cette fois-ci. La Résistance, la lutte contre Vichy, le droit de vote donné aux femmes, les Comités d'entreprise, les nationalisations, la sécurité sociale, la décolonisation, les nouvelles institutions, l'aide aux pays sous-développés, la transformation de l'armée, la monnaie stable, la République deux fois rétablie, l'indépendance et la France debout, est-ce que c'était la droite ? Ça valait bien l'inflation, Suez et Sakiet – et les pourparlers de Paris entre les Etats-Unis et le Viêt-Nam valent bien Dieu-Bien-Phu ! Nous soutenons le capitalisme ? Jamais les banques n'avaient gagné plus d'argent qu'au temps de l'inflation du Front Populaire. On sait du reste que ledit capitalisme ne nous porte pas dans son cœur. Et si le problème capital est celui de l'inflation, qui donc a plus de confiance, pour soutenir le Franc, en MM. Mitterrand et Guy Mollet, qu'en le Général de Gaule et M. Pompidou ?

Car il faut toujours en revenir là, Quel que soit le chef du prochain gouvernement, avant d'entreprendre des transformations nécessaires et difficiles, il faut qu'il apporte à la France la force de supporter les conséquences des grèves. Il faut que s'exerce une volonté résolue, et non les vieilles rivalités que nous voyons déjà reparaître, les compromis érigés en moyens de gouvernements, comme celui qui tente en vain d'accorder la politique étrangère de la Fédération américaine à celle du parti communiste russe. Il faut que s'exerce la même volonté qu'en 1940, en 1944, en 1958 – toujours la même devant la patrie en danger. Nos adversaires parlent sans cesse du pouvoir personnel du général de Gaulle. Ce qui veut dire le pouvoir discrétionnaire, et un peu le bon plaisir. Mais ce n'est pas un pouvoir personnel qui arrête par un discours les généraux d'Alger et les cortèges du mois dernier : c'est un pouvoir historique, le pouvoir particulier de l'homme prime ce que nos adversaires n'ont jamais exprimé en France : la volonté nationale. Ce qu'ils appellent le pouvoir personnel, c'est le contraire de l'impuissance collective qu'ils ont montrée si longtemps.

Au temps du putsch d'Alger, le général de Gaulle disait devant tous les Français : « Mon cher et vieux pays, nous voici une fois de plus dans l'épreuve ». Aujourd'hui aussi, après le 18 Juin, la guerre, la paix, l'Algérie, l'élection du Président au suffrage universel, et les plus vastes grèves de notre histoire. Dans quelques mois commencera la prochaine épreuve. Et c'est pourquoi je vous appelle, compagnons d'autrefois et de cette nuit qui serez compagnons de demain : devant le pays une fois de plus menacé, allez dire à nos adversaires que nous attendons le 30 juin, et que nous leurs donnons rendez-vous !